

# LE BUDGET EN BREF

Rome, mars 2007

## Le cadre de référence 2006

Au cours de l'année 2006, la zone euro a bénéficié d'une évolution favorable de l'économie mondiale, avec une croissance conjoncturelle du PIB parmi les plus élevées de ces cinq dernières années. Parmi les éléments qui ont contribué à une telle croissance on peut signaler l'évolution favorable des investissements et la forte augmentation des exportations. Le marché du travail a également été marqué, en Europe, dans le courant de l'année, par une évolution positive, avec une réduction du taux de chômage qui s'est établi à 7,8 pour cent au mois de juillet.

En Italie, la croissance conjoncturelle positive du PIB en 2006, est la marque d'une consolidation de la relance économique. La valeur du PIB aux prix du marché a été pour l'année dernière de 1 475 401 millions d'euros courants, ce qui équivaut à une croissance du PIB de 1,9 pour cent ; en nette accélération par rapport à l'évolution de 2005. La croissance du PIB en termes réels a été soutenue principalement par les secteurs de l'industrie au sens strict (+2,5 pour cent), de la construction (+1,8) et des services (+1,9).

La progression du PIB a été assortie, en Italie, d'une croissance des importations des biens et des services, ce qui a entraîné une augmentation des ressources disponibles de 2,4 pour cent. Les exportations ont enregistré, en 2006, une augmentation totale de 5,3 pour cent, due à la croissance des biens (+4,4 pour cent) mais aussi des services (+8,8 pour cent).

Pour ce qui est du solde de la balance commerciale, la croissance en valeur nominale des importations, plus particulièrement au cours des sept premiers mois 2006, a été supérieure à celle des exportations (respectivement 14,8 et 9,5 pour cent). Ce qui a conduit à un déficit commercial trois fois supérieur à celui de la même période de l'année 2005.

Au quatrième trimestre 2006, les offres d'emplois ont enregistré une progression de 0,2 pour cent (+61 000 unités) par rapport à la même période 2005. Le nombre des personnes ayant un emploi a été de 23 018 000 unités, soit une augmentation sur un an de 1,5 pour cent (+333 000 unités).

Le taux d'emploi de la population comprise entre 15 et 64 ans a progressé de 0,7 pour cent par rapport au quatrième trimestre 2005, atteignant 58,5 pour cent, alors que le nombre des personnes à la recherche d'un emploi a été de 1 709 000 unités, en baisse par rapport à la même période de l'année 2005 (-13,7 pour cent,

soit -272 000 unités). Parallèlement, le taux de chômage est passé de 7,7 pour cent en 2005 à 6,8 pour cent.

Le taux de croissance en glissement de l'inflation a été relativement stable en Italie, restant sur un niveau de peu supérieur à 2 pour cent.

Le besoin de financement du secteur Etat en 2006 s'est élevé à 34 600 millions, soit en diminution d'environ 25 400 millions par rapport à la même période de l'année 2005. L'amélioration est attribuable tant à l'évolution des recettes fiscales (largement supérieures aux prévisions), qu'à celles des dépenses alignées, sur les prévisions du Document de programmation économique et financière.

Le déficit net des administrations publiques a été de 4,4 pour cent du PIB en 2006 (il était de 4,1 pour cent en 2005), soit une augmentation, en valeur absolue d'environ 6 000 millions d'euros. Cette augmentation est due, pour environ 2 pour cent à certaines charges extraordinaires pour un montant de 29 666 millions d'euros constituées par les remboursements de TVA sur les automobiles de sociétés dus par l'Etat, en vertu de la décision de la Cour de justice européenne du 14 septembre 2006 (15 982 millions), la suppression des créances de l'Etat sur la Société TAV pour le financement des trains à grande vitesse (12 950 millions) et le reversement à la société de titrisation des créances de contributions sociales dues par les ouvriers agricoles, dont le recouvrement avait été temporairement suspendu par la loi (734 millions). Il faut souligner que, sans ces charges extraordinaires, le déficit net par rapport au PIB aurait été de 2,4 pour cent.

Bien que positif (0,2 pour cent du PIB) en 2006, le solde primaire (c'est-à-dire le déficit avant les charges d'intérêts), s'est dégradé par rapport aux deux années précédentes : 0,4 en 2005 et 1,3 en 2004. Sans compter les charges extraordinaires visées ci-dessus, ce solde aurait été de 2,2 pour cent par rapport au PIB.

L'évolution des recettes a été très favorable. En particulier, l'augmentation des recettes fiscales a été confirmée sur base annuelle par un accroissement significatif des impôts directs (+12,4 pour cent) et indirects (+7,8). Grâce à cette donnée positive, le solde des comptes courants des administrations publiques est de nouveau excédentaire après trois années déficitaires, et s'est établi à 19 milliards d'euros, soit plus de 1,3 pour cent du PIB.

## Les objectifs de finances publiques 2007-2009

Pour la période 2007-2009, les objectifs de finances publiques indiqués dans le nouveau Programme de stabilité sont les suivants:

Comptes programmés des Administrations Publiques (par rapport au PIB)			
	2007	2008	2009
Excédent primaire	2,6	2,4	2,6
Intérêts	4,8	4,8	4,7
Déficit net	-2,3	-2,3	-2,1
Dette	106,9	105,4	103,5

Source: Programme de stabilité de l'Italie (mise à jour décembre 2006) et Rapport sur les comptes publics (mars 2007)

Pour atteindre ces objectifs, la stratégie budgétaire mentionnée dans le DPEF et confirmée dans la mise à jour tend à associer l'assainissement structurel des finances publiques au soutien de la croissance économique dans le cadre d'une plus grande équité sociale.

En particulier, la loi de finances pour 2007 a pour cible, outre le respect de l'engagement pris avec l'Union Européenne, de ramener le cours des finances publiques, et plus précisément des dépenses courantes, sur un sentier de rééquilibrage et de soutenabilité à moyen et long terme, en introduisant pour ce faire d'importants éléments pour de futures réformes dans les grands secteurs de dépenses.

Sans compter la compensation des effets consécutifs à la décision de la Cour de justice Européenne concernant la déduction de la TVA sur le parc automobile des sociétés, les mesures ont dégagé des ressources pour un montant de 36,3 milliards destinés à la réduction du déficit tendanciel pour un montant de 15,2 milliards, et au développement pour 21,1 milliards.

Les nouveaux objectifs présentent une évolution progressivement décroissante du déficit net jusqu'à 0,7 pour cent en 2010, une remontée tendancielle de l'excédent primaire de 2,2 pour cent du PIB en 2007 à 4,2 pour cent du PIB en 2010 et une réduction du ratio dette/PIB de 106,8 pour cent en 2007 à 100,7 pour cent en 2010. Corrigé du cycle, le déficit est réduit de 2,1 pour cent en 2007 à 0,1 pour cent du PIB en 2010, alors que l'excédent primaire augmente de 3 à 4,8 pour cent du PIB.

## Les mesures budgétaires pour 2007

Les mesures budgétaires pour 2007 ont été établies en joignant à la loi de finances, le décret-loi n°262 de 2006, converti par la loi n°248 de 2006 en matière de lutte contre l'évasion et la fraude fiscale et autres dispositions fiscales urgentes.

La correction nette s'élève à environ 15,2 milliards d'euros. Le financement total pour un montant d'environ 36,3 milliards d'euros provient des grands secteurs indiqués dans le DPEF 2007-2011:

- Pour ce qui est des recettes, l'intervention s'effectue tant sur la variation des taux d'imposition et de cotisation que par des interventions destinées à lutter contre le phénomène de l'évasion et de la fraude;

- En ce qui concerne les dépenses les interventions ont lieu dans le domaine de la santé, des pensions, la fonction publique, les fonctions fondamentales de l'Etat et des collectivités locales.

Les principales mesures de financement (36.300 millions) concernent:

- Système de l'Etat (14.300 millions environ):
  - a) interventions de réduction d'effectifs dans la fonction publique (400 millions) ;
  - b) Mesures de réorganisation et de rationalisation de l'administration publique (4.300 millions);
  - c) Augmentation de l'efficacité dans la collecte des recettes (9.100 millions);
  - d) Réévaluation du patrimoine public (500 millions)
- Collectivités locales (4.400 millions);
- Secteur de la santé (3.100 millions);
- Secteur des retraites (10.500 millions);
  - a) fonds TFR (6.000 millions);
  - b) Augmentation des cotisations (4.500 millions)
- Augmentation des recettes fiscales (4.100 millions).

Les nouvelles mesures de dépenses consistent dans des interventions pour le développement et l'équité (21 100 millions d'euros). Parmi ces mesures figurent:

- Riduzione cuneo fiscale (5.500 milioni);
- Funzioni fondamentali dello Stato (4.272 milioni)
  - a) missions de paix (1.000 millions)
  - b) fonction publique (1.272 millions) ;
  - c) Education nationale (360 millions)
  - d) Entreprises publiques (1.065 millions) ;
  - e) Transports (310 millions) ;
  - f) Autres (265 millions).
- Interventions pour le développement (8.500 millions):
  - a) prorogation d'aides fiscales (1.100 millions);
  - b) infrastructures ferroviaires et routières (2.900 millions);
  - c) travaux publics (520 millions);
  - d) cofinancement UE (550 millions);
  - e) aides aux entreprises (950 millions);
  - f) transports, agriculture et environnement (1.100 millions);
  - g) autres (1.380 millions).
- Interventions sociales (2.200 millions).

## Le budget de l'Etat

Une synthèse du budget de l'Etat en droits constatés par unité prévisionnelle de base voté par le Parlement est reportée ci-après, comme les tableaux suivants afférents aux budgets élaborés selon les principes de comptabilité économique, ne comprennent pas les fonds de réserves prévus par l'alinéa 507 de la loi de finances 2007.

<b>Budget de l'Etat en droits constatés (1)</b> (en millions d'euros)		
	2006 prévisions	2007 prévisions
<b>RECETTES</b>		
<b>Fiscales</b>	<b>363.708</b>	<b>404.669</b>
- Recouvrement	345.964	380.887
- Contrôle	17.744	23.782
<b>Non fiscales</b>	<b>28.730</b>	<b>25.497</b>
<b>Cessions d'actifs, amortissement du patrimoine et recouvrement de créances</b>	<b>1.874</b>	<b>2.139</b>
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>394.311</b>	<b>432.304</b>
<b>DÉPENSES</b>		
<b>Dépenses courantes</b>	<b>398.814</b>	<b>411.336</b>
<b>Fonctionnement</b>	<b>78.159</b>	<b>80.488</b>
dont: - Personnel	72.514	73.285
<b>Transferts</b>	<b>218.703</b>	<b>225.469</b>
dont: - Transferts régimes de retraites	47.137	48.170
- Fonds sanitaire national	6.574	9.321
- Collectivités locales	12.088	11.638
- Régions à statut spécial	12.799	13.056
- UE	15.850	17.400
- Service jeux du loto	7.400	6.000
- Allègements fiscaux	11.706	13.205
- Financement des universités publiques	6.924	7.084
- Fonds pour le fédéralisme budgétaire	43.268	45.669
<b>Charges communes</b>	<b>28.834</b>	<b>29.715</b>
dont: - Cotisation additionnelle INPDAP (retraites FP)	8.622	8.567
- Fonds spécial	160	92
- Fonds à répartir pour charges de personnel	5.956	5.569
- Organes constitutionnels	1.711	1.741
<b>Pensions</b>	<b>1.090</b>	<b>1.100</b>
<b>Charge de la dette publique</b>	<b>72.028</b>	<b>74.564</b>
di cui: - Intéressi	71.400	74.050
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>32.161</b>	<b>39.369</b>
<b>Investissements</b>	<b>28.743</b>	<b>35.417</b>
dont: - Zones déprimées	8.333	4.510
- Chemins de fer	530	2.539
- Collectivités locales	2.174	1.979
- Routes	101	1.121
- Fonds de rotation pour les politiques communautaires	2.050	4.254
<b>Divers</b>	<b>122</b>	<b>122</b>
<b>Charges communes</b>	<b>3.296</b>	<b>3.830</b>
<b>Total des dépenses courantes et d'investissement</b>	<b>430.975</b>	<b>450.705</b>
<b>Remboursement de la dette publique</b>	<b>188.925</b>	<b>189.099</b>
<b>Total des dépenses</b>	<b>619.900</b>	<b>639.804</b>
<b>Solde à financer</b>	<b>36.664</b>	<b>18.401</b>

(1) En recettes: droits constatés; en dépenses: plafond d'engagement, notion proche du concept français d'autorisation de programme; hors régularisations comptables, dettes et remboursements de TVA

Le tableau suivant a été élaboré selon la classification des dépenses par « fonctions-objectif », fruit de l'intégration entre la classification proposée par l'Union Européenne (COFOG, SEC95) et la classification des services administratifs.

<b>Budget de l'Etat en droits constatés (1)</b> (en millions d'euros)		
Divisions COFOG	2006 prévisions	2007 prévisions
Services généraux de l'administration publique	135.867	138.568
Défense	16.626	17.791
Ordre public et sécurité	21.608	21.112
Affaires économiques	44.197	54.199
Protection de l'environnement	1.170	1.570
Logement et aménagement du territoire	1.131	1.138
Santé	8.811	11.661
Culture, loisirs et cultes	12.351	11.450
Enseignement	48.359	50.066
Protection sociale	69.456	69.100
<b>Total des dépenses, hors intérêt</b>	<b>359.576</b>	<b>376.655</b>
Charge d'intérêts	71.400	74.050
<b>Total des dépenses</b>	<b>430.975</b>	<b>450.705</b>

(1) hors régularisations comptables, dettes et remboursements TVA

En plus du budget prévisionnel en droits constatés un second document est élaboré et présenté au Parlement dans un but d'information ; il s'agit du budget prévisionnel de l'Etat décomposé en fonction de la comptabilité économique introduite par la réforme du budget de l'Etat de 1997. Ci-dessous, en voici une synthèse:

<b>Budget de l'Etat</b> <b>Analyse des coûts par nature</b> (en millions d'euros)				
	2006	2007	Variation en %	Incidence 2007 total coûts
<b>COÛT RELATIF AU PERSONNEL</b>	<b>75.475</b>	<b>74.360</b>	<b>-1,5</b>	<b>89,5%</b>
Traitements	73.846	73.000	-1,1	87,9%
Missions	437	353	-19,3	0,4%
Autres coûts du personnel	1.192	1.008	-15,4	1,2%
<b>COÛTS DE GESTION</b>	<b>6.793</b>	<b>6.231</b>	<b>-8,3</b>	<b>7,5%</b>
Biens de consommation	1.022	867	-15,2	1,0%
Prestations de service par des tiers	5.475	5.072	-7,4	6,1%
Autres frais de gestion	296	292	-1,2	0,4%
<b>COÛTS EXTRAORDINAIRES ET SPÉCIAUX</b>	<b>102</b>	<b>105</b>	<b>2,5</b>	<b>0,1%</b>
Contentieux	92	97	5,0	0,1%
Autres coûts extraordinaires	4	3	-21,4	0,0%
Services financiers	6	5	-19,0	0,0%
<b>AMORTISSEMENTS</b>	<b>2.270</b>	<b>2.378</b>	<b>4,8</b>	<b>2,9%</b>
<b>TOTAL COÛTS</b>	<b>84.640</b>	<b>83.074</b>	<b>-1,8</b>	<b>100%</b>
<b>ADMINISTRATIONS CENTRALES</b>	<b>84.640</b>	<b>83.074</b>	<b>-1,8</b>	<b>100%</b>
<b>COÛTS TRANSFÉRÉS</b>	<b>236.079</b>	<b>247.787</b>	<b>5,0</b>	
Transferts courants	206.506	215.629	4,4	
Contributions aux investissements	18.661	24.170	29,5	
Autres transferts en c/capital	10.912	7.988	-26,8	
<b>TOTAL GÉNÉRAL COÛTS</b>	<b>320.719</b>	<b>330.861</b>	<b>3,2</b>	
<b>FRAIS FINANCIERS</b>	<b>68.643</b>	<b>74.050</b>	<b>7,9</b>	
<b>FONDS À ATTRIBUER</b>	<b>20.070</b>	<b>26.818</b>	<b>33,6</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>409.432</b>	<b>431.729</b>	<b>5,4</b>	

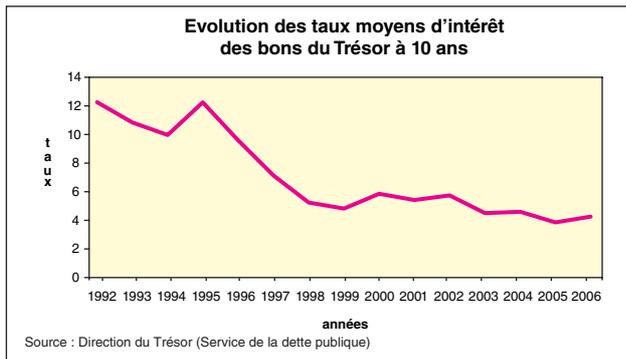
Dans le processus de rationalisation des coûts de l'administration publique, les coûts économiques pour 2007 ont également été analysés selon leur destination, en référence aux politiques publiques sectorielles poursuivies par les administrations centrales de l'Etat. Dans le tableau suivant, ces coûts sont présentés par « Divisions » constituant le premier niveau de classification internationale COFOG (*Classification Of the Functions Of Government*).

Pour chaque Division COFOG, le budget de l'Etat est subdivisé entre « coûts propres » (valeur des ressources humaines et des moyens directement employés par les administrations pour atteindre leurs propres objectifs institutionnels) et « coûts transférés » (les ressources financières transférées à des organismes publics, en particulier territoriaux).

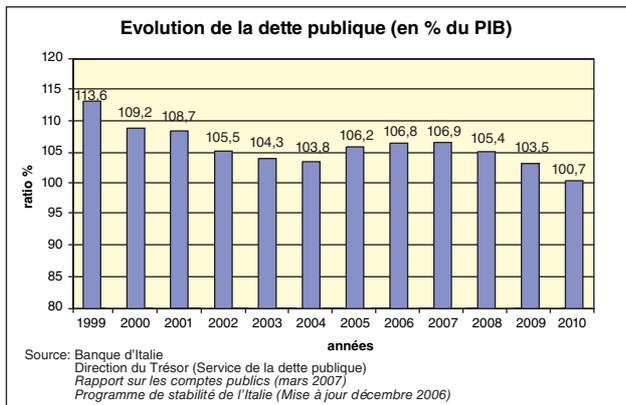
<b>Budget de l'Etat</b> <b>Récapitulation des coûts par destination</b> (en millions d'euros)				
Divisions COFOG	Coûts propres	Coûts transférés	TOTAL	
			Montant	% du total des coûts
Services généraux de l'administration publique	3.201	104.169	107.370	31,7%
Défense	14.758	1.812	16.570	5,1%
Ordre public et sécurité	18.943	564	19.507	6,1%
Affaires économiques	1.358	51.011	52.369	14,9%
Protection de l'environnement	362	702	1.064	0,3%
Logement et aménagement du territoire	31	1.061	1.092	0,5%
Santé	233	12.028	12.261	3,4%
Culture, loisirs et cultes	694	2.588	3.282	1,0%
Enseignement	43.357	7.867	51.224	16,1%
Protection sociale	137	65.985	66.122	20,9%
<b>TOTAL DES COÛTS</b>	<b>83.074</b>	<b>247.787</b>	<b>330.861</b>	<b>100%</b>

### Les finances publiques en Italie et dans la zone euro

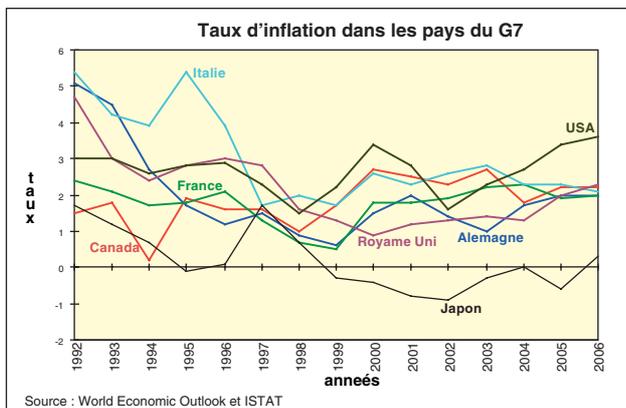
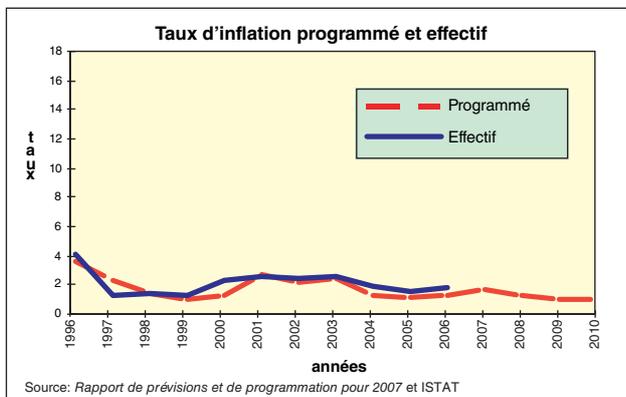
A compter des années quatre vingt dix, le Trésor a bénéficié d'une évolution favorable des taux d'intérêt, comme le montre le graphique suivant qui se réfère à l'évolution des taux d'intérêt moyens des bons du Trésor pluriannuels à dix ans, indicateur significatif de l'évolution des marchés financiers:



La tendance décroissante de l'impact de la dette publique par rapport au PIB, qui s'est interrompue avec une hausse de 103,8 en 2004 à 106,8 en 2006 reprendra en 2007 pour atteindre 100,7 en 2010.



L'évolution des taux d'inflation programmée et effective ainsi qu'une comparaison avec les Pays du G7 est présentée dans les graphiques suivants:



Les objectifs de finances publiques précédemment indiqués reposent sur les hypothèses d'évolution des indicateurs macroéconomiques de référence suivants:

Indicateurs macro-économiques à moyen terme (variations en pourcentage)			
	2007	2008	2009
<b>MACRO ITALIE (volumes)</b>			
PIB	2,0	1,7	1,6
Importations	4,8	3,9	4,0
Consommation des ménages	1,8	1,6	1,5
Formation brute de capital fixe	3,2	2,7	3,0
Exportations	5,1	4,5	4,3
<b>CONTRIBUTIONS À LA CROISSANCE DU PIB</b>			
Exportations nettes	0,1	0,1	0,1
Stocks	0,1	0,0	0,0
Demande intérieure	1,9	1,6	1,6
<b>PRIX</b>			
Déflateur importations	2,2	2,2	1,8
Déflateur PIB	1,9	1,9	1,9
Déflateur consommation	2,0	1,9	1,8
<b>EMPLOI</b>			
Coût du travail	2,3	2,2	2,2
Productivité (mes. sur le PIB)	1,1	0,9	0,8
Emploi (Unité travail - ULA)	1,0	0,8	0,8
Taux de chômage	6,3	6,0	5,7

Source: Rapport sur les comptes publics (mars 2007)

Ces évolutions, surtout dans la conjoncture internationale actuelle, sont soumises à des marges d'incertitude significatives liées à la réalisation du programme de politique économique nationale, mais également à l'évolution des économies et des politiques conduites dans les autres pays (pas seulement ceux de la zone euro).

Il est possible d'évaluer l'impact des scénarios macroéconomiques alternatifs sur les agrégats de finances publiques. Une éventuelle sous-estimation ou surestimation de la croissance du PIB, aurait en effet une incidence sur la réalisation effective du cadre macroéconomique estimé sur la période 2007-2010.

Pour effectuer une telle évaluation il est possible d'envisager une croissance économique supérieure ou inférieure de 0,5 pour cent par an, par rapport aux prévisions formulées dans le scénario de base du cadre macroéconomique dans la période 2007-2010. L'évolution favorable de certaines variables internationales (par exemple, le prix du pétrole inférieur à 60 dollars le baril) permettrait une croissance de l'économie italienne plus rapide. Au contraire, dans une hypothèse moins favorable (le prix du pétrole proche de 80 dollars le baril), l'activité évoluerait à un rythme moindre. De telles évolutions différentes de la croissance du PIB ont évidemment une influence différente sur le déficit net.

Sensibilité à la croissance économique (en pourcentage)		
	Taux moyen de croissance du PIB période 2007-2010	Déficit net/PIB 2010
Hypothèse de base	1,525	- 0,7
Hypothèse de croissance inférieure	1,025	- 1,7
Hypothèse de croissance supérieure	2,025	0,3

Source: Programme de Stabilité de l'Italie (mise à jour décembre 2006)

Dans l'hypothèse d'une croissance inférieure, la réduction du déficit net serait plus lente par rapport au scénario présenté dans l'hypothèse de base, s'établissant à un niveau égal à -1,7 en 2010 (par rapport à -0,7 prévu dans l'hypothèse de base). Dans un scénario de croissance supérieure, en revanche, le déficit passerait de -2,6 en 2007 à 0,3 en 2010. Il est important de souligner que tant dans l'hypothèse de croissance plus forte que dans l'hypothèse de croissance plus faible, le ratio dette par rapport au PIB, se réduirait. La réduction serait évidemment moins rapide et moins importante dans l'hypothèse pessimiste (104,2 pour cent en 2010), plus rapide et plus importante dans l'hypothèse optimiste (97,5 pour cent en 2010).